

Campagne pan-canadienne pour la paix

Questionnaire

Prière de remplir ce questionnaire et de le retourner, avant le 1^{er} septembre 2002, à l'adresse suivante: Les Artistes pour la Paix, C.P. 867, Succ.C, Montréal, QC, H2L 4L6.

Les soldats canadiens et la guerre contre le terrorisme

1. La réponse militaire qui fut donnée aux actes terroristes du 11 septembre 2001, a tué des personnes innocentes et amplifié le problème des réfugiés en Afghanistan. Ceux et celles qui appuient une réponse militaire considèrent celle-ci comme la seule façon efficace d'éliminer les réseaux de terroristes. D'autres croient plutôt que ce type d'intervention accroisse le cycle de la violence et que cela peut favoriser de nouveaux actes terroristes. Croyez-vous que les troupes canadiennes en Afghanistan :

- a. se battent contre le terrorisme
- b. contribuent à de futurs actes de terrorisme

2. SVP classez les approches suivantes, de 1 à 4, en leur qualité de réponses envisageables à la menace du terrorisme, le no 1 indiquant l'approche qui devrait, selon vous, faire l'objet de la plus importante emphase. Excluez toute(s) option(s) que vous jugez inappropriée à la politique canadienne :

- pour agir contre les menaces posées à notre sécurité, le Canada devrait compter sur une réponse militaire, ceci en renforçant la capacité de ses forces armées à faire la guerre ou à participer à des guerres contre des États pouvant menacer la sécurité de la population du Canada.
- le Canada devrait traiter les actes terroristes comme des crimes devant être poursuivis selon la loi.
- le Canada devrait mettre l'emphase sur le développement social local ainsi que partout dans le monde.
- le Canada devrait mettre l'emphase sur les résolutions de conflits pacifiquement négociées, la loi internationale et la diplomatie.

3. La politique canadienne actuelle permet aux troupes canadiennes en Afghanistan, de remettre les prisonniers aux mains des tribunaux militaires convoqués par les États-Unis. Ces tribunaux ne sont pas entièrement conformes à la loi internationale. Croyez-vous que les troupes canadiennes devraient plutôt céder ces prisonniers à des tribunaux internationaux respectant en tout point les normes internationales ?

- a. oui
- b. non

4. Les activités des forces armées canadiennes devraient être motivées par les suivantes (choisissez une réponse ou plusieurs):

- Protéger les intérêts canadiens, en utilisant les forces armées aussi souvent que nécessaire, même dans les cas où l'ONU n'autoriserait pas d'intervention militaire.
- Le maintien de la paix sous les ordres de l'ONU.
- En remplacement du ministère de la défense nationale, elles devraient être dirigées par un ministère de la paix, qui serait responsable de la médiation et de la résolution de conflits, de la diplomatie, de l'aide humanitaire et de la reconstruction post-conflit.

Les lois anti-terrorisme canadiennes

5. En vertu des nouvelles lois anti-terrorisme canadiennes, la preuve nécessaire pour poursuivre quelqu'un qui aurait commis un acte terroriste, peut être cachée à l'accusé et à son avocat, pour des raisons de sécurité d'État. Croyez-vous que la menace du terrorisme soit si importante que les gens qui seraient accusés de ces crimes se voient refuser leurs droits fondamentaux à un jugement impartial et juste ?

- a. oui
- b. non

6a. La police arrête régulièrement les gens qui protestent dans les manifestations mais, jusqu'à tout récemment, les mesures qui pouvaient être prises par les forces de l'ordre, pour prévenir ou arrêter les actions des protestataires, étaient limitées. Les changements dans la loi canadienne permettent désormais aux forces de l'ordre d'utiliser, légalement et sans autorisation préalable, tous les niveaux de force, y compris une force excessive, selon ce qu'elles

jugent approprié pour s'assurer que les protestataires ne dérangent pas les rencontres des délégués internationaux. Croyez-vous que ces nouveaux pouvoirs policiers soient nécessaires ?

- a. oui
- b. non

6b. Croyez-vous qu'il y ait un risque que les membres des forces de l'ordre abusent éventuellement de ces pouvoirs et s'en prennent injustement à la dissidence justifiée ?

- a. Un risque très sérieux
- b. Un certain risque
- c. Un faible risque
- d. Aucun risque

Militarisation et mondialisation des marchés

7. Les grandes entreprises canadiennes voudraient que les douanes canadiennes et les politiques canadiennes en matière d'immigration soient harmonisées avec celles des États-Unis, affirmant que, dans le cas contraire, le commerce nord-américain serait ralenti par les mesures de sécurité américaines. Croyez-vous que les politiques canadiennes devraient être changées pour coïncider davantage avec celles des États-Unis, même si cela veut dire, en fin de compte, l'adoption de la législation américaine ?

- a. oui
- b. non

8. Tandis que l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) interdit de façon générale les subventions gouvernementales à l'industrie, l'article du GATT portant sur la «sécurité nationale» permet aux gouvernements de subventionner l'industrie de la «défense». Le gouvernement du Canada procure actuellement un support financier (sous forme de subventions et d'aide à la mise en marché) aux manufactures qui fabriquent des armes et qui en font le commerce. Croyez-vous que les taxes que paient les citoyens et citoyennes du Canada devraient être utilisées pour aider les compagnies canadiennes à être concurrentielles dans le domaine du commerce d'armes international ?

- a. oui
- b. non

9. Quinze lauréats du prix Nobel de la paix ont proposé d'interdire l'exportation d'armes vers les pays ne correspondant pas aux critères d'un certain code de conduite. Ce code établit des critères telles la conformité aux normes internationales en matière de droits de la Personne; la conformité à la loi humanitaire internationale; le respect des droits démocratiques; le respect de tout embargo international sur les armes ou de toutes sanctions internationales sur les armes; la promotion du développement humain. Croyez-vous que le Canada ne devrait exporter des armes qu'aux seuls pays ayant satisfait ce code ?

- a. oui
- b. non
- c. Le Canada ne devrait pas exporter d'armes du tout.

10. Parfois, les pays qui importent des armes du Canada se tournent pour les revendre à des pays auxquels le Canada aurait interdit l'exportation d'armes. L'objet final des armes canadiennes peut être la guerre ou l'implication dans de graves abus en matière de droits de la Personne. Croyez-vous que le Canada devrait resserrer les règles concernant le ré-exportation des armes ?

- a. oui
- b. non
- c. Le Canada ne devrait pas exporter d'armes du tout.

11. Présentement, les compagnies n'ont pas besoin de permis particulier pour exporter des armes vers les États-Unis, ce qui n'est pas le cas pour l'exportation d'armes vers les autres pays du monde. Considérez-vous que des permis devraient être requis pour toute exportation d'armes, y compris celles vers les États-Unis ?

- a. oui
- b. non
- c. Le Canada ne devrait pas exporter d'armes du tout.

12. Aimerez-vous qu'une Journée pour la Paix soit instaurée au Canada ?

- a. oui
- b. non

Nous aurons besoin de nous assurer que personne n'ait rempli le questionnaire deux fois. Pour cette raison, nous vous demandons de nous fournir les informations ci-dessous. Elles resteront confidentielles et ne seront utilisées à aucune autre fin.

Nom:

Âge:

Code postal:

Vous êtes invitéES à participer aux autres activités de cette campagne pan-canadienne pour la paix. En effet, il y a plusieurs façons de s'impliquer dans la campagne. CertainEs voudront simplement remplir ce questionnaire.

D'autres préféreront enregistrer un message sur leur propre cassette vidéo, ou faire parvenir un message écrit au Premier Ministre. On peut faire parvenir ces vidéos et ces messages à la Conférence religieuse canadienne, av. 219 Argyle, Suite 400, Box 26, Ottawa, ON, K2P 2H4. Ils seront remis au Premier Ministre avec le rapport de la consultation publique, à laquelle vous venez de participer en remplissant ce questionnaire. Les messages écrits ou visuels ne seront remis que s'ils sont clairement pertinents dans le cadre de cette campagne pour la paix, qu'ils ne sont pas trop longs (environ 2 minutes, ou environ une page de texte) et qu'ils sont respectueux.

D'autres préféreront s'impliquer en organisant des événements locaux ou régionaux dans le cadre de la campagne. On devrait alors en informer l'Alliance canadienne pour la paix (par télécopieur : 416-588-5556 ou par courriel: cpa@web.ca) qui les affichera dans une page spéciale sur son site Internet (www.acp-cpa.ca/cpcp.htm).

Enfin, certainEs désireront signer la déclaration d'auto-dénonciation préparée par l'Opération SalAMI www.alternatives.ca/salami/ en guise de protestation contre les lois anti-terrorisme.

La Voix des femmes canadiennes pour la paix; la Conférence religieuse canadienne; la coalition d'Edmonton pour la paix et contre le racisme; la Paix mondiale d'Edmonton; les Artistes pour la paix; Opération SalAMI; Peace Alliance Winnipeg; L'Alliance canadienne pour la paix; la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Colombie-Britannique.